



CABINET CONSTANT

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine
2 Allée d'Aquitaine – 46300 GOURDON
Tél. : 05 65 27 05 05
contact@cabconstant.fr

COGEP

Geoffray BORNE

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Frédéric ANDRES

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

CABINETS

SECONDAIRES

« Les Embaysses » - Route de Sarlat
46200 SOUILLAC
Tél. : 05 65 27 06 10
contact@cabconstant.fr

Avenue Georges Clémenceau
Route de Cahors
46500 GRAMAT
Tél. : 05 65 10 02 90
contact@cabconstant.fr

376, avenue Joséphine Baker
24200 SARTAT LA CANEDA
Tél. : 05 35 09 00 10
contact@cabconstant.fr

117, avenue Pierre Sébard
19100 BRIVE LA GAILLARDE
Tél. : 05 19 46 00 12
contact@cabconstant.fr

Association « Eveillez les bébés »

Halte Garderie

4 rue François Daunes

33 000 BORDEAUX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice du 1^{er} Janvier 2025 au 31 Décembre 2025**

CORRESPONDANTS

DEFI PERFORMANCE

2, chemin d'Aquitaine
46300 GOURDON
Tél. : 05 65 20 13 98
contact@defi-performance.fr



COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été renouvelée par votre assemblée générale du 25 Mai 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION EVEILLEZ LES BEBES, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION EVEILLEZ LES BEBES à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir

qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société¹.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Gourdon le 6 Mai 2026.

Le Commissaire aux comptes

SAS CABINET CONSTANT,



M. Geoffray BORNE

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	Frais d'établissement (II)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	2 773	2 773		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	25 179	24 217	962	1 304
	Constructions	601 011	27 565	573 445	43 888
	Installations tech., mat. et outillage indus.	15 605	12 951	2 654	345
	Autres immobilisations corporelles	20 356	20 356		
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (I)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	1 561		1 561	2 761
	Autres immobilisations financières				3 070
Total de l'actif immobilisé (III)		666 485	87 863	578 622	51 369
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients et comptes rattachés	8 444		8 444	14 712
	Autres créances	104 285		104 285	72 966
	Charges constatées d'avance	295		295	290
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres				
	Instruments financ. à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	118 898		118 898	84 393
Total de l'actif circulant (IV)		231 921		231 921	172 362
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (V)				
	Primes de remboursement des emprunts (VI)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I à VII)		898 406	87 863	810 544	223 731
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				1 561	5 832
(2) dont créances à moins d'un an				114 585	93 800

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

Capitaux Propres	Capital (dont versé)	61 173	61 173
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	57 638	53 328
	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	5 771	4 310
	Subventions d'investissement	133 569	40 294
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	258 151	159 105
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	480 000	17
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 161	7 155
	Dettes fiscales et sociales	65 232	57 454
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1)	552 393	64 626
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	810 544	223 731
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	5 771,40	4 310,00
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	552 393	64 626
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	461 256		461 256	430 899
	Montant net du chiffre d'affaires	461 256		461 256	430 899
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions			215 120	203 910
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				10 314
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
	Autres produits			7	10
Total des produits d'exploitation				676 384	645 133
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stocks				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes (1)			142 796	132 350
	Impôts, taxes et versements assimilés			17 181	17 854
	Salaires			368 737	384 346
	Cotisations sociales			133 592	123 776
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
	Sur immobilisations : dotations aux amortissements			7 973	5 054
	Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
	Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
	Dotations aux provisions				
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
	Autres charges			3 173	35
Total des charges d'exploitation				673 452	663 415
RESULTAT D'EXPLOITATION				2 931	(18 282)
(1) Y compris :					
- Redevances de crédit-bail mobilier					
- Redevances de crédit-bail immobilier					

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 931	(18 282)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participation (2) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (2) Autres intérêts et produits assimilés (2) Reprises sur dépréciations et provisions Différences positives de change Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie Produits des cessions d'immobilisations financières	2 840	4 223
	Total des produits financiers	2 840	4 223
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (3) Différences négatives de change Valeurs comptables des immobilisations financières cédées Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		2 840	4 223
RESULTAT COURANT avant impôts		5 771	(14 059)
	Produits exceptionnels		18 369
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			18 369
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
Total des produits		679 224	667 725
Total des charges		673 452	663 415
RESULTAT DE L'EXERCICE		5 771	4 310
(2) dont produits concernant les entités liées			
(3) dont intérêts concernant les entités liées			

Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

01/01/2025 12
31/12/2025 mois

01/01/2024 12
31/12/2024 mois

Ecart %

CHIFFRE D'AFFAIRES	461 256 100,00	430 899 100,00	30 357 7,05
Ventes de marchandises			
- Achats de marchandises			
- Variation stocks de marchandises			
MARGE COMMERCIALE (a)			
Production vendue	461 256 100,00	430 899 100,00	30 357 7,05
+ Variation production stockée			
+ Production immobilisée			
PRODUCTION DE L'EXERCICE	461 256 100,00	430 899 100,00	30 357 7,05
- Achats stockés approvisionnement			
- Variation des stocks et approvisionnement			
- Achats de sous-traitance directe	6 983 1,51	4 634 1,08	2 349 50,68
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)	454 274 98,49	426 265 98,92	28 008 6,57
MARGES (Commerciale + Production)	454 274 98,49	426 265 98,92	28 008 6,57
- Achats non stockés (c)	53 674 11,64	55 157 12,80	(1 483) -2,69
- Autres charges externes (c)	82 139 17,81	72 559 16,84	9 581 13,20
CONSUMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS	142 796 30,96	132 350 30,71	10 446 7,89
VALEUR AJOUTÉE PRODUITE (a+b-c)	318 460 69,04	298 549 69,29	19 911 6,67
+ Subventions	207 988 45,09	203 910 47,32	4 078 2,00
- Impôts, taxes sur rémunérations	17 049 3,70	17 854 4,14	(805) -4,51
- Autres impôts et taxes	131 0,03		131
- Salaires	368 737 79,94	384 346 89,20	(15 609) -4,06
- Cotisations sociales	133 592 28,96	123 776 28,73	9 816 7,93
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 938 1,50	(23 517) -5,46	30 455 129,50
+ Reprises sur amortissements et provisions		10 314 2,39	(10 314) -100,0
+ Pdt des cessions d'immos incorp. et corp.			
+ Autres produits de gestion courante	7	10	(2) -25,05
+ Quote-part des subv. d'invest. virée au résultat	7 132 1,55		7 132
- Dotations aux amort., dépréciations et provisions	7 973 1,73	5 054 1,17	2 920 57,77
- Valeurs cptbles d'immos incorp. et corp. cédées			
- Autres charges de gestion courante	3 173 0,69	35 0,01	3 138 N/S
RÉSULTAT EXPLOITATION	2 931 0,64	(18 282) -4,24	21 213 116,03
Bénéfice-perte sur opérations en commun			
+ Produits financiers	2 840 0,62	4 223 0,98	(1 383) -32,75
- Charges financières			
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	5 771 1,25	(14 059) -3,26	19 830 141,05
Produits exceptionnels		18 369 4,26	(18 369) -100,0
- Charges exceptionnelles			
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		18 369 4,26	(18 369) -100,0
- Participation des salariés			
- Impôts sur les bénéfices			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	5 771 1,25	4 310 1,00	1 461 33,91

Etats financiers au 31/12/2025

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **810 544 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 679 224 euros** et un total **charges de 673 452 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 5 771 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Honoraires Commissaire aux Comptes

Les honoraires s'élèvent à 3 180 € TTC.